

Editorial

A Lausanne, la dette se creuse, et alors?

Thierry Meyer
Rédacteur en chef

Pas facile de tenir le budget d'une ville centre. Les charges sont importantes, la moyenne des contribuables n'est pas riche, les besoins en investissements sont récurrents. Et tant les habitants de la commune que les centaines de milliers de personnes qui y travaillent, s'y détendent ou y font leurs achats ont envers la grande ville des attentes générales élevées.

Lausanne répond en tout point à cette description générique. Le budget 2018 présenté jeudi par la conseillère municipale Florence Germond, en charge des Finances de la Ville, traduit cette réalité. D'un côté un effort de maîtrise des charges, de l'autre des exigences de dépenses qui ne baissent pas. Au final, un équilibre de funambule mal assuré, puisque c'est tout de même le rouge qui s'impose (30 millions de déficit).

La Municipalité de la capitale vaudoise doit aussi assumer un héritage de décisions certes visionnaires, mais dont l'impact financier pèse lourd. Toutefois, blâmer ces développements (nouveau quartier, nouveau stade de football) serait faux. C'est d'abord le maintien et la modernisation des équipements - souterrains en particulier - qui grève le ménage lausannois.

Tout cela est incontestable. Comme le creusement de la dette. Lausanne traîne une

créance totale de 2,6 milliards de francs, soit 18 110 francs par habitant. C'est colossal. Et c'est malsain. Parce que cela peut obérer la capacité à solliciter de nouveaux crédits indispensables dans de bonnes conditions.

Problème, personne ne semble penser que c'en est un. Le sujet est relégué en marge par l'Exécutif de la Ville, et fait à peine sourcilier les principales formations d'opposition. Le niveau extrêmement bas des taux d'intérêt renforce le sentiment, déjà naturel chez de nombreux politiciens, que la dette est un épouvantail, et qu'on peut très bien vivre avec. Les mêmes pourtant dénoncent les abus du petit crédit.

«Pas besoin de chercher loin pour demander des conseils: en dix ans, le Canton de Vaud a fait passer sa dette de 9 milliards à zéro»

Sans nier la difficulté de la tâche, on aimerait donc voir se développer à Lausanne un plan précis pour réduire cette dépendance financière, cadeau empoisonné aux générations futures. Pas besoin de chercher loin pour demander des conseils: en dix ans, le Canton de Vaud a fait passer sa dette de 9 milliards à zéro. Une réussite qui est le fruit d'une volonté politique. A la gauche très majoritaire de s'emparer de ce dossier.

Grain de sable

Mais ou et donc Oskar?

Claude Ansermoz
Rédacteur en chef adjoint

Mais ou et donc or ni car? Tout le monde se souvient de ce truc mnémotechnique pour se rappeler des conjonctions de coordination. Mais, foi de *durch für gegen ohne um et d'aus bei mit nach seit von zu* (les formules pour mémoriser les prépositions *auf Deutsch mit Akkusativ und Dativ*), pour retrouver le plus médiatique des professeurs d'allemand sacrifié sur l'autel de la politique valaisanne, il faut paraphraser. Mais où est donc Oskar? Car Maître Freysinger, sur son Savèsse perché, boycottait les médias, responsables désignés de son éviction du Conseil d'Etat ce printemps.

Mais comme la vie est bien faite, il y a *Valais Valeur Ajoutée*. Le magazine a traqué la bête à catogan. Et publie une longue interview «exclusive» de l'UDC. Qui y parle de son amour pour la littérature. Extraits: «J'interprète le langage secret du monde et tente de révéler son sens profond.» «Sans la création littéraire, le monde me serait

insupportable.» «Dans les pires moments que j'ai vécus, je me suis toujours sauvé en écrivant un poème.» «Étrangement, la grande rigueur formelle qu'impose la versification est le plus sûr moyen pour se libérer de la trivialité du monde politique, pour s'élever au-dessus de la relativité des choses et déployer les ailes de l'imagination afin de toucher à l'absolu.» L'artiste va bientôt publier *Cendres rouges*, en français

Mais pour répondre à la question de base (mais où est donc Oskar?), le jeu de piste continue. L'article est accompagné de trois photos, dont l'une visiblement prise dans le Valais de la France, la Corse. Oskar en famille se «selfie» au bord de la mer. Oskar en tenue commando - casquette beige et chemise kaki -, songe devant son laptop au moment de pondre une nouvelle prose. Mais surtout, Oskar sur le pont d'un hors-bord, les bras écartés, le sourire planant, parodie le «je suis le roi du monde» de Leonardo DiCaprio dans *Titanic*. Mais que le bon peuple se rassure, le bateau, amarré, est très loin de couler. Ces clichés, comme Bounty, ont un goût de paradis. C'est déjà quoi l'artifice pour mémoriser des préfixes inséparables en allemand? Ah oui, «Ge, miss, zer, be, er, ent, emp, ver».

Ecole

Habile, Cesla Amarelle réussit ses débuts

La nouvelle ministre se démarque de sa prédécesseure, Anne-Catherine Lyon. Mais les attentes sont immenses et les dossiers brûlants devant elle

L'essentiel

- **Formation professionnelle**
La ministre s'efforce de donner de bons signaux à la droite et aux milieux patronaux, qui l'attendent au contour
- **Education numérique**
Le changement de cap annoncé est salué, mais il reste à le concrétiser
- **Ressources financières**
Pour avoir les moyens de ses ambitions pour l'école vaudoise, Cesla Amarelle devra convaincre ses pairs au sein du gouvernement

Vincent Maendly
Collaboration: Lise Bourgeois

Personne ne doute que Cesla Amarelle est une politicienne fine et en plus d'être un cerveau. Très observés, ses premiers pas dans le costume de conseillère d'Etat ne font pas mentir sa réputation. Après cent jours à la tête du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC), la socialiste fait semble-t-il un sans-faute. «Elle a pris rapidement en main ses dossiers», fait montre d'«ouverture d'esprit», de «pragmatisme». Ses partisans le claironnent, tandis que ses adversaires politiques l'admettent plutôt du bout des lèvres. Mais ces derniers s'empressent de nuancer: trois mois, c'est court pour juger une nouvelle ministre, surtout quand celle-ci entre en fonction dans la torpeur estivale. C'est vrai, il n'y a aucun bilan à dresser. Mais d'intéressants constats à mettre en lumière.

Subtilement, Cesla Amarelle a cherché à se démarquer rapidement de sa prédécesseure, Anne-Catherine Lyon, socialiste elle aussi. Les méthodes sont nouvelles: fini le travail «en silo» et les contacts bilatéraux, les décisions se mûrissent en groupe, répète-t-on dans son entourage. Mais surtout: fini le style censeur et directif qui a laissé au sein de l'école vaudoise un profond sentiment de frustration.

Parole libérée

«Lors de la conférence de presse de rentrée, elle a publiquement affiché sa volonté d'établir le dialogue avec tous les acteurs concernés, d'encourager des initiatives venant de la base. Ça a fait mouche: la parole s'est libérée, comme un fonctionnaire. Elle est pour ainsi dire submergée par les espoirs, les sollicitations et les envies que chacun ravalait dans son coin. Il va falloir qu'elle digère tout ça et mette des priorités à ses actions.» «Elle découvre aujourd'hui un paquebot qui a beaucoup d'étages», décrit Gregory Durand, de la Société pédagogique vaudoise (SPV). L'enseignant salue une disposition au dialogue et une belle capacité d'écoute, «jusqu'aux petits détails techniques de la profession».

La conseillère d'Etat profite de cet état de grâce pour serrer un maximum de louches. Il faut réchauffer la relation compliquée entre le Canton et la Ville de Lausanne. Mais aussi, et surtout, rencontrer profs et directeurs aux quatre coins du canton, comme elle l'avait promis durant la campagne. La visite de treize établissements scolaires figure dans son agenda 2017. Parmi les premiers à l'avoir accueilli, celui de Prilly. L'an dernier, trente de ses enseignants étaient sortis de leur devoir de réserve pour adresser à Anne-Catherine Lyon une lettre ouverte exprimant leur «malaise» et la «crise de confiance» qui les mine.

A Vuillens, Cesla Amarelle a aussi rencontré les apprentis de la Fondation MEM, active dans la formation et le perfectionne-



Juin 2017
Prestation de serment du Conseil d'Etat vaudois à la cathédrale de Lausanne.
JEAN-CHRISTOPHE BOTT



Août 2017
Rentrée de l'école vaudoise et première conférence de presse sur le sujet.
JEAN-BERNARD SIEBER

ment professionnels des métiers machinés. Elle sait que la droite et les milieux patronaux la jugeront sur le renforcement de la formation duale, qui n'était pas réputée être la grande préoccupation d'Anne-Catherine Lyon. Avec son CV de prof d'université, Cesla Amarelle ne doit pas

laisser penser que la voie académique a toute sa faveur, elle qui avait commis cette maladresse, en campagne électorale, d'opposer les métiers d'avenir à ceux «du passé». «J'ai regretté que les maîtres d'apprentissage et les entrepreneurs soient les grands absents de son discours de la ren-

trée, mais je n'en suis pas surpris», décoche, en bon sniper, le secrétaire général de l'UDC, Kevin Grangier. «La première impression qu'elle me laisse est bonne», juge néanmoins le député PLR Georges Zünd, directeur de la Fédération vaudoise des entrepreneurs.

Le chef de l'enseignement postobligatoire s'en va

● Séverin Bez va quitter la Direction générale de l'enseignement postobligatoire (DGEp), a annoncé le Conseil d'Etat vendredi. Ce haut fonctionnaire du Département de la formation (DFJC) avait été nommé par Anne-Catherine Lyon en 2008. La nouvelle cheffe du DFJC lui confiera dès le 1er novembre «la responsabilité de la promotion et du développement du bilinguisme». Ce changement ne constitue pas une surprise dans le milieu de l'enseignement vaudois. Séverin Bez, «qui venait de la filière gymnastique, n'était pas ressorti comme un soutien pour la formation professionnelle», souligne un enseignant ayant le sens de la litote. Le départ de Séverin Bez semble en tout cas souligner la volonté de Cesla

Séverin Bez
Directeur général de l'enseignement postobligatoire

Amarelle de donner des gages à la filière professionnelle. La nomination de Michel Tatti, directeur du Centre professionnel du Nord vaudois (CPNV), comme conseiller personnel de Cesla Amarelle, cet été, «laisait clairement présager ce départ», estime un autre enseignant.

La conseillère d'Etat précise qu'il n'est pas question à ce stade de reconfigurer la DGEp, à savoir de séparer à nouveau la direction de la filière gymnastique et celle de la forma-



Octobre 2017
Cesla Amarelle répond aux questions du Grand Conseil vaudois.
JEAN-BERNARD SIEBER



Septembre 2017
Avec Daniel Rossellat et Pascal Broulis, elle inaugure le Centre d'enseignement postobligatoire de Nyon.
JEAN-BERNARD SIEBER

«Le fait de choisir comme conseiller personnel Michel Tatti (*ndlr: jusque-là à la tête du Centre professionnel du Nord vaudois*) est un excellent signal. Je peux vous dire que les attentes sont très grandes, il faudra du concret.» Et l'élu de citer un petit exemple symbolique: les élèves de la voie pré-gymnastique seront-ils désormais autorisés à se rendre au Salon des métiers sur les heures de cours?

Directrice de la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie (CVCI), Claudine Amstein a senti «du pragmatisme» chez la ministre, lorsqu'elle l'a croisée entre deux portes le mois passé. «J'ai pu notamment lui parler de notre programme LIFT, qui permet à des jeunes de 13-14 ans en décrochage de découvrir le monde de l'entreprise le mercredi après-midi. Le DFJC a toujours freiné son développement, mais la conseillère d'Etat s'est montrée à attentive à la question.» Affaire à suivre, bien sûr.

Le virage numérique
Cesla Amarelle a aussi joué une douce musique à l'oreille des patrons, en annonçant que l'école vaudoise allait prendre un virage numérique à 180° cette législature. Encore un changement de cap unanime-ment apprécié. «La réflexion est innovante et judicieuse, mais on n'en est qu'aux déclarations d'intention, pondère le PLR

Marc-Olivier Buffat. L'éducation numérique, oui. Reste qu'il faudra ajouter des périodes, alors au détriment de quelles branches? C'est là que tout va se compliquer.»

L'Yverdonnoise ne veut pas perdre de temps et a réactivé la Commission Cantonales chargée de discuter la répartition des coûts de construction des écoles. Les négociations étaient dans l'impasse depuis de longs mois. Or, la digitalisation de l'enseignement impliquera du matériel, des équipements coûteux, qui vont bien au-delà des fameux tableaux blancs interactifs. Pas question que cela bute sur d'interminables tractations. Une rencontre a déjà eu lieu, et la présidente de l'Union des communes vaudoises remarque l'ouverture dont fait preuve la cheffe du DFJC: «Nous proposons de remplacer l'actuel règlement de 80 pages totalement dépassé par une version tenant sur une demi-page A4: elle a trouvé ça intéressant», indique Claudine Wyssa.

«La conseillère d'Etat fait pour l'instant beaucoup de com», persille un député de gauche. Mais elle prend aussi des décisions chargées de symboles. Comme celui de réintégrer - et de présider - le groupe de travail consacré au suivi de la loi sur l'enseignement obligatoire (LEO). Tout en accélérant le rythme des séances. Applaudis-

sements encore avec l'af-faire des post-doctorants de l'UNIL embauchés à temps partiel pour un travail effectif à 100%. Cette crise larvée qui a éclaté au grand jour cet été tient presque de l'aubaine politique pour Cesla Amarelle. L'occasion de démontrer son aptitude à trouver des compromis. «Nous avons sollicité sa présence à une réunion avec la direction de l'Université, elle a vite répondu, la séance a eu lieu dans les quinze jours et une solution satisfaisante a été trouvée grâce à son arbitrage», témoigne le socialiste lausannois Dominique Gigon, secrétaire général de l'ACIDUL, l'association du corps intermédiaire et des doctorants de l'UNIL. «Qu'elle profite de ce genre de victoires faciles, car il n'y en aura pas beaucoup dans ce département», murmure-t-on dans les travées du parlement.

Des ressources à obtenir
La magistrate ne cache pas que sa vision est ambitieuse. Mais convaincra-t-elle ses pairs au point de l'inscrire en bonne place dans le programme de législation, qui jointe encore dans les cuisines du gouvernement? «C'est là qu'on verra sa force de persuasion», glisse un camarade socialiste. Idem pour le budget. Celui de 2018, rendu public récemment, consacre encore une fois la création de postes d'ensei-

Politique

La culture en arrière-plan

Cesla Amarelle n'incarne pas que l'école vaudoise, elle a aussi la culture dans son portefeuille ministériel. Un thème qui lui est cher, mais qui n'a pour l'exemple pas fait l'objet d'annonces fracassantes de sa part. L'élu(e) a logiquement choisi, dans un premier temps, de consacrer son énergie aux éprouvés dossiers scolaires. «C'est là-dessus qu'elle sera jugée. C'est là-dessus qu'il y a le plus d'attentes», commente-t-on dans son entourage.

Le projet phare de la politique culturelle vaudoise, c'est la construction du nouveau Musée cantonal des beaux-arts (MCBA), lequel reste piloté par le PLR Pascal Broulis. La collaboration entre les deux se passe bien, répète volontiers Cesla Amarelle. Et s'il faut aujourd'hui chercher sa patte dans Plateforme10, c'est plutôt dans le renouveau d'Anne-Catherine Lyon à présider la Fondation du MCBA. L'ex-ministre y avait été nommée ce printemps par ses collègues du Conseil d'Etat et se trouvait depuis lors empiétrée dans un possible conflit d'intérêts. Elle est en effet proche de la directrice du Musée de design et d'arts appliqués, l'une des trois institutions qui déménageront sur la friche ferroviaire. La situation avait de quoi irriter Cesla Amarelle, elle qui se pose en pourfendeuse des copinages, et a montré l'exemple avec le cas de son mari, Philipp Müller. Ce dernier, membre de la direction du CHUV, avait démissionné de son poste une fois acquiescé l'élection de son épouse.

En matière culturelle, les cent premiers jours de Cesla Amarelle se résument surtout à des discours. Celui prononcé devant 300 personnes le 21 septembre à l'Aula de Rumine, lors du vernissage de l'exposition Ai Weiwei, en est le plus emblématique. Elle-même fille d'exilés uruguayens, la conseillère d'Etat a fait vibrer l'assistance en évoquant l'œuvre de l'artiste chinois. «L'art est un combat qui peut prendre la forme, dans certaines situations, d'une dissidence politique.»

gnants - 161 ETP - pour suivre l'évolution démographique du canton. Mais le document a été en grande partie élaboré avant le mois de juillet et ne porte encore guère la patte de Cesla Amarelle. «Anne-Catherine Lyon n'était pas spécialement combative pour obtenir des ressources budgétaires auprès de Pascal Broulis (*ndlr: ministre des Finances*), analyse un élu centriste. On verra dès l'année prochaine si Cesla Amarelle l'est davantage.»

Du côté des syndicats, la question du financement des projets revient dans toutes les bouches. Les programmes lancés par Anne-Catherine Lyon sur la pédagogie spécialisée ou les mesures socio-éducatives annoncées par Cesla Amarelle représentent des «dépenses considérables», selon Julien Enggenberger, du Syndicat des services publics. Alors qu'il des nouveaux programmes dans un contexte où les charges de l'Etat continuent d'être fortement contenues? Quid du manque d'infrastructures scolaires, de psychologues scolaires? «Quid aussi de l'Office des bourses, qui reste sous-doté en personnel?» renchérit le chef du groupe Ensemble à Gauche, Jean-Michel Dollvo. Ce ne sont pas les casus belli qui manquent au DFJC. Personne ne doute que le cent premiers jours de Cesla Amarelle auront été plus faciles à négocier que les 1726 suivants qui l'attendent.

